

ICEB - MOOC - LE RÉEMPLOI : Matières à bâtir

Séquence 2 : LA FILIÈRE DU RÉEMPLOI

Module 4 : LA FAISABILITÉ DU RÉEMPLOI

RESSOURCES COMPLÉMENTAIRES

Tableau de synthèse des freins et leviers au réemploi des matériaux de construction			
Tableau issu de l'étude de l'ADEME "Identification des freins et des leviers au réemploi de produits et matériaux de construction" et complété au vu des connaissances actuelles.			
NATURE DES FREINS	CRITICITÉ	RÈGLEMENTATION	LEVIERS
TECHNIQUES			
Qualification et évaluation des performances techniques des matériaux et produits de réemploi.	Moyenne	Normes produits DTU	Valider l'aptitude à l'usage du matériau ou produit : - procédure d'évaluation des performances techniques - fourniture de certificats (EID: Element Identity) pour valider l'aptitude à un usage identique C'est l'une des fonctions du diagnostic ressource et des fiches techniques matériaux (cf détail dans séquence 3). Cette action serait facilitée par l'intégration de spécifications propres au réemploi dans les normes produit.
Déconstruction sélective	Faible		Définir des protocoles de dépose et de préparation en vue du réemploi à intégrer dans les CCTP.
Stockage (espace nécessaire et conditions)	Moyenne		Prévoir des espaces de stockage permettant une bonne conservation des produits et matériaux. Problématique très variable selon les territoires.
JURIDIQUES			
Statut de déchet	Faible	art. L. 541-1-1 du code de l'environnement Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	La "loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire" précise les modalités à respecter pour qu'un matériau destiné au réemploi ne prennent pas le statut de déchet.
Statut juridique du don, de la mise à disposition, de la vente	Faible		Convention type de don ou de mise à disposition. Définir la chaîne de responsabilité des acteurs en cas de défaillance technique ou de problème sanitaire ou environnemental. Bénéficiaire de la défiscalisation liée au don : MOA, entreprise de déconstruction ou exploitant de la plateforme de vente.
Décennale et Dommage Ouvrage	Moyenne		En attendant l'intégration du réemploi dans les normes, DTU et règles professionnelles (objectifs de performances et non de moyens pour faciliter l'innovation avec des protocoles de validation pour le contrôle des performances en phase chantier), la négociation doit être effectuée au cas par cas avec l'assureur de l'opération sur la base des éléments de preuve sur l'aptitude du produit (diagnostic ressource/fiches techniques matériaux). Face à la multiplication des expériences de réemploi, les assureurs sont preneurs de référentiel et de référents pour valider la mise en oeuvre des matériaux de réemploi.
Marquage CE des matériaux et produits de réemploi	Moyenne	Règlement CE 305/2011	A priori pas d'obligation de marquage CE pour les produits de réemploi car ils ont déjà été mis sur le marché une première fois, ne sont pas importés (marché local) et ne sont pas en concurrence avec les produits neufs (objectifs environnementaux et économiques) => nécessité d'une position claire de l'UE (en réflexion) car cela pourrait avoir un impact économique désastreux sur la filière
Garantie produit	Moyenne		Les produits neufs bénéficient d'une garantie biennale de bon fonctionnement. Une garantie commerciale des produits de réemploi permettrait d'instaurer un climat de confiance. Certaines plateformes proposent un échange en cas de défaillance d'un produit.
ÉCONOMIQUES			
Marché peu développé, demande faible	Moyenne		Nécessité de sensibiliser et de former l'ensemble des acteurs (MOA, AMOA, MOE, entreprises, assureurs, contrôleurs techniques) sur la faisabilité du réemploi sur la base de retours d'expériences : garantie décennale et dommage ouvrage, clauses spécifiques dans les CCTP et DCE, AMO réemploi, diagnostic ressource.
Adéquation offre/demande L'offre en matériaux de réemploi manque de visibilité auprès des professionnels. Problème d'adéquation temporelle entre le chantier de démolition et celui de construction qui nécessite parfois un stockage temporaire. Problème du coût du stockage pour les plateformes et ressourceries dont l'offre disponible est limitée en matière de variété et de quantité. Prix de vente trop élevé du fait des coûts de déconstruction sélective. Les coûts (déconstruction sélective, tri, stockage) sont souvent supérieurs aux économies réalisées (transport, mise en décharge, mise à disposition gratuite). L'économie de traitement des déchets et les emplois créés ne sont pas pris en compte dans les calculs classiques.	Moyenne		Mise à disposition des acteurs d'un catalogue de réemployabilité des matériaux pour chaque type et en fonction de leur origine et de leur usage (cf Repar#2). Organiser la mise en relation des acteurs locaux (échelle département, région, intercommunalité?) cf étude Métabolisme Urbain de Plaine Commune. Faciliter la mise en place de plateformes territoriales d'entreposage/reconditionnement/ distribution. Connaissance précise de l'origine des coûts pour agir en conséquence. Définir et documenter la notion de modèle économique du réemploi. Nécessité d'une approche en coût global pour tenir compte de l'ensemble des externalités positives monétisables (environnementales et sociales).
Éligibilité aux aides financières Les conditions des aides financières (notamment pour la réhabilitation thermique) ne permettent pas l'utilisation de produits de réemploi sans Atec ou ACERMI.	Faible		Réviser les conditions d'éligibilité aux aides de réhabilitation thermique
ENVIRONNEMENT ET SANTÉ			
Déclaration des performances environnementales et sanitaires des produits de construction (DEP) et des ouvrages (ACV) Les DEP et ACV peuvent être des outils de promotion du réemploi en valorisant son faible impact environnemental.	Faible	Pour la DEP: Décret 2013-1264 ; Arrêté du 23/12/2013 ; Norme EN 15804. Pour l'ACV: Norme EN 15978	Définir les modalités de prise en compte du réemploi dans les méthodes d'évaluation des performances environnementales des produits et des ouvrages.
Substances dangereuses réglementées Substances dangereuses contenues dans les produits (articles et préparations).	Faible	Règlement REACH (CE 1907/2006) et POP (CE 850/2004)	Faire réaliser les diagnostics réglementaires et le traitement des déchets dangereux par des opérateurs qualifiés, en amont de toute opération de réemploi. Sensibiliser et former les acteurs (MOA, MOE et entreprises) sur cette question.
Qualité de l'air intérieur Valeurs guides de l'air intérieur pour le formaldéhyde et le benzène dans les ERP.	Faible	Décret 2011-1727	Améliorer la traçabilité des produits. Sensibiliser et former les acteurs (MOA, MOE et entreprises) sur cette question.
ACTEURS (compétences et savoir faire)			
Prise en compte du réemploi dans le processus courant de conduite d'opération	Forte		Accompagnement par une AMO réemploi tout au long du projet : diagnostic ressource, garantie décennale et dommage ouvrage, clauses spécifiques dans les CCTP et DCE, formation des entreprises et formation des autres acteurs.
Pratiques sur les chantiers	Moyenne		Diagnostic ressource effectué par une AMO réemploi. Formation externe et interne (par AMOA) des acteurs et en particulier des entreprises à la dépose sélective (délai plus long, logistique spécifique, qualification des opérateurs plus élevés) et à la mise en oeuvre des produits et matériaux de réemploi. Projets de R et D pour favoriser la mécanisation des tâches de dépose.